

Vivien Bouhey, *les Anarchistes contre la République. Contribution à l'histoire des réseaux sous la III^e République (1880-1914)*, Rennes, PUR, 2008, 491 p. Préface de Philippe Levillain.

Danielle Tartakowsky

Cet ouvrage reprend la substance d'une thèse soutenue en 2006 à l'université de Paris X. Il y a près de quarante ans, une controverse avait opposé Jean Maitron spécialiste entre tous de l'anarchie, et Jean Berthoud, alors étudiant en maîtrise. Dans ses travaux devenus canoniques, le premier caractérisait le mouvement anarchiste par son individualisme et, dès lors, par son organisation minimale. Le second récusait vivement cette thèse en arguant qu'un attentat tel celui de Caserio, perpétré entre 1894 contre Sadi Carnot, supposait un solide dispositif logistique et dès lors une organisation plus charpentée qu'on ne l'avait avancé. C'est l'objectif de cet ouvrage que de trancher ce débat dont les termes sont rappelés dès l'introduction. Il s'agit de savoir si l'action menée par les anarchistes contre la République a été ou non le résultat d'une organisation globalisante, permettant, alors, de poser l'hypothèse d'un complot contre la République

L'auteur dit sa dette à l'égard des travaux de Jean Maitron mais souscrit résolument aux intuitions de Jean Berthoud. Pour fonder celles-ci plus solidement, il retrace les sources déjà bien exploitées par les historiens de l'anarchisme mais leur adjoint les abondantes archives conservées dans les séries M (administration), U (justice) et Z (sous-préfectures) de près de la moitié des départements français en se focalisant plus systématiquement sur une vingtaine d'entre eux, des sources demeurées jusqu'alors sous-exploitées.

L'ouvrage s'organise autour de trois parties chronologiques. Les années 1880 constituent des années de maturation pour un mouvement dont l'auteur montre bien comment il s'autonomise lentement du socialisme pareillement réémergeant, à la faveur d'une progressive distinction des corps de doctrine et des modes d'organisation, que la spécification du langage donne à entendre (ainsi l'affirmation du terme « compagnon », apparu dans les années 1880). Si ses effectifs, demeurés modestes – quelques centaines de compagnons là où la concentration est la plus forte, augmentent, son assise demeure éclatée. Du moins voit-on s'affirmer des facteurs propres à assurer l'unité du mouvement par-delà l'évident morcellement de son assise, sous l'espèce d'une identité commune qui s'affirme à la fois dans la presse et dans des modes de sociabilité spécifiques mais également à la faveur de ces centres que sont alors Paris, Lyon ou Genève et de la circulation de militants français ou étrangers qui constituent des passeurs et de puissants éléments de lien.

Viennent ensuite six années qui sont celles d'un « repli sur soi ». Durant ces années caractérisées par le recours à la propagande par le fait dans ses acceptions successives dont, bien sûr, les attentats et par la répression qui leur est corollaire, le fossé se creuse avec la République. Durant le tout début de la décennie, le mouvement avait bénéficié d'un apport d'adhérents nouveaux, propres à le rajeunir. Le phénomène s'inverse avec et après les lois scélérates. Les effectifs s'affaissent et le mouvement se fragmente tant idéologiquement que géographiquement, en se réfugiant dans un repli identitaire.

L'unité de la troisième et dernière partie qui conduit le lecteur de 1895 à la Grande Guerre incluse est moins évidente. En l'intitulant « les anarchismes », l'auteur assume cette absence d'unité sans cependant permettre au lecteur de mesurer l'importance, conservée ou non, du sujet au regard des mutations qui affectent la société française et le champ politique. Après deux années difficiles, la répression consécutive au vote des lois scélérates enraie paradoxalement le déclin du mouvement en générant un sursaut. Le mouvement dont Paris demeure l'épicentre continue à fonctionner, tandis que s'affirment simultanément des

solidarités régionales et internationales. Mais ce mouvement est bientôt « cannibalisé » par l’Affaire Dreyfus comme il l’est par l’émergence et l’affirmation de ces grandes organisations ouvrières que sont la CGT puis la SFIO. L’anarchisme de la Belle Epoque est dès lors marqué par un mouvement contradictoire d’atomisation et de fédération. Les effectifs se redressent un temps, les contacts nationaux et internationaux s’institutionnalisent mais le socle identitaire se fissure et les concurrences ou divisions internes s’affirment. Les réseaux mis en place ne sont pas tels qu’ils permettent aux anarchistes de mobiliser face à la guerre à la hauteur de leurs attentes et des craintes de leurs adversaires. Ils permettront du moins la résurgence précoce d’une propagande antimilitariste et constitueront, durant la guerre, des instruments de solidarité par-delà les frontières.

Cet ouvrage érudit autorise d’indéniables réajustements qui doivent aux échelles adoptées et aux sources qu’elles ont permis de mobiliser.

Le patient travail mené dans les archives départementales et parfois municipales permet d’établir une sociologie fine des anarchistes dont on regrettera que l’auteur l’ait fractionné chronologiquement, au risque de répétitions qui contribuent à brouiller les lignes de force. Cette sociologie permet du moins d’affirmer que le monde des anarchistes est plus composite que les archétypes et figures imposées par leurs contemporains (et parfois par eux-mêmes) ne l’ont longtemps laissé à penser. Les anarchistes ne constituent pas un monde de déracinés ou de déclassés. Souvent célibataires mais parfois mariés ou vivant en couple, ils s’inscrivent solidement dans un espace local, une ville, un quartier, une entreprise qui contribuent à construire leur identité. Qu’il s’agisse très majoritairement d’une société d’hommes ne signifie pas que les femmes ne jouent pas un rôle que l’ouvrage réévalue. Agés de près de trente-cinq ans en moyenne dans les années 1880, les anarchistes connaissent ensuite un vieillissement qui devient particulièrement sensible après 1900 et qui autorise l’hypothèse d’une séquence anarchiste ayant concerné une génération, une génération qui peine ensuite à se renouveler sur ce mode. Et si certains sont artisans, la proportion d’ouvriers de l’industrie, des arsenaux en premier lieu, est plus importante qu’on ne l’imaginait.

Le second apport de l’ouvrage tient à ce qu’il oblige à réévaluer la thèse d’un mouvement marqué par l’individualisme et, dès lors, peu charpenté. L’auteur montre que le mouvement n’est pas composé de groupes repliés sur eux-mêmes dont les journaux seraient alors fondamentaux pour pallier le manque de communication mais qu’il n’est pas non plus ce que les contemporains appellent alors un parti. L’identité anarchiste et l’affirmation de formes de sociabilités particulières donnent indéniablement au mouvement sa cohérence mais celui-ci n’en prend pas moins appui sur des modes d’organisation et de coordination. Il existe, ainsi, une circulation des hommes et des idées qui passe à travers la correspondance, la presse, les fréquents déplacements de certains militants, par-delà la frontière, et de rares congrès. Complicités et réseaux sont, du reste, la condition de la propagande par le fait dans ses modalités successives et du pacifisme renaissant après les premiers mois de guerre.

Bien des aspects laissent pourtant dubitatif.

L’auteur fait souvent preuve d’un excès d’érudition qui l’incite à nuancer jusqu’au pointillisme, au risque de brouiller ses fils directeurs. Le plan souvent morcelé à l’excès, l’absence de conclusions au terme de chacun des chapitres et la conclusion globale qui résume parfaitement le propos mais n’invite guère à élargir la réflexion tendent à amplifier ce travers. L’ouvrage pêche en outre par l’absence de toute comparaison et par l’insuffisante attention portée à la question des interactions et des filiations, tant en amont qu’en aval.

Il s’agit en outre d’une histoire politique qui relève à plus d’un titre d’une histoire strictement interne, ne posant guère la question des multiples interactions. La sociologie des militants et les pages consacrées à la sociabilité des anarchistes mériteraient d’être croisées avec les travaux de William Sewell, de Jacques Rougerie et d’autres encore. Des comparaisons internationales permettant de comprendre pourquoi l’anarchisme français ne pénètre pas le

monde rural quand une telle implantation a durablement marqué l'Italie et l'Espagne. L'ouvrage se révèle bien peu disert sur les relations, chevauchements et glissements entre anarchisme, socialisme et syndicalisme, quand l'attention portée aux réseaux pourrait sans doute permettre d'enrichir notre connaissance des trajectoires individuelles, des zones de contacts et des recompositions qui s'opèrent alors au détriment de l'anarchisme. Le découpage chronologique de l'ouvrage, calqué sur une chronologie politique externe au mouvement interdit, enfin, de s'interroger sur les filiations, pourtant décisives, en amont de 1880 comme en aval de 1914-1915. Ne conviendrait-il pas de penser cette séquence anarchiste comme un moment de l'histoire longue du mouvement ouvrier français en s'appuyant précisant sur l'étude des réseaux pour analyser les circulations de plus longue durée, sur le mode du travail récemment mené par Romain Ducoulombier sur « les origines du communisme, 1905-1925¹ ». Il s'agit là, en un mot, d'une histoire qui demeure par trop interne.

¹ *Un bolchevisme à la française. La naissance du communisme en France*, à paraître en 2010 chez Buchet-Chastel.